

C 9 - année 1993/94 -



PARIS, le 7 Juin 1994

Officier Rédacteur
CES BERG

FICHE

(A l'attention du Capitaine de vaisseau ALQUIER)

Objet : Etudes Particulières à Option.

Référence : Note de service n° 949 DEF / CID / ETR du 23/8/93.

Pièce jointe : Plan Général d'Emploi des Forces

Ce document a été réalisé sous la direction du Colonel SOYARD, par un groupe de travail constitué par les lieutenants-colonels DESCLAUX et EUSTACE, le capitaine de frégate POUREAU, des majors TOMA et STUMPF et du chef d'escadrons BERG.

L'étude a pour objectif d'identifier les principales causes pouvant conduire la France à mettre en oeuvre ses forces armées.

S'appuyant sur les conclusions du livre blanc, le travail, présenté sous la forme d'un tableau, localise les principales menaces et les risques susceptibles d'engager militairement la France, à court, moyen et long terme. Quatre zones géographiques ont été retenues: l'Europe dans sa totalité, la Méditerranée et le Moyen-Orient, l'Afrique et la France.

En Europe, les risques liés au clivage existant entre une Europe occidentale stable et prospère et une Europe centrale et orientale déstabilisée ont remplacé toute menace majeure. A court terme, le rôle des organismes internationaux est déterminant pour éviter des évolutions incontrôlables. A long terme, la sécurité de l'Europe passe par une coopération de plus en plus accrue en matière de défense européenne.

Dans l'espace méditerranéen, l'Afrique arabe aux prises avec l'intégrisme, de nombreuses tensions aux frontières héritées de l'empire colonial, les problèmes palestiniens et kurdes sont les principales sources de troubles et de conflits futurs. Toutefois, la véritable menace pour l'avenir semble être la situation économique et son cortège de misères, creuset de tous les intégrismes. Les expériences récentes permettent d'envisager que les interventions futures seront rapides, avec évacuation de ressortissants et opérations de maintien ou de rétablissement de l'ordre.

Sur le territoire national, et dans un avenir proche, deux éléments retiennent l'attention. D'une part, les risques de catastrophes naturelles ou technologiques, à l'occasion desquelles les armées devront pouvoir mettre à la disposition des autorités civiles compétentes, un certain nombre de personnels et de matériels dans des délais très courts. D'autre part, des mouvements sociaux, voire politiques, notamment dans les DOM.TOM, font peser une menace permanente sur l'ordre public.

Trouver la réponse au problème ainsi posé consiste ensuite à déterminer les objectifs politico-militaires et les capacités militaires nécessaires; telle est l'ambition du document présenté en annexe et qui s'intitule: Plan Général d'Emploi des Forces.

Cependant si l'exhaustivité dans le domaine des menaces et des risques semble difficile à atteindre compte tenu de la complexité de l'actualité internationale, trois remarques méritent d'être retenues tant elles apparaissent comme des constantes.

Tout d'abord, la France ne peut plus s'engager seule sur quelque théâtre que ce soit. Elle doit apprendre à travailler au sein d'alliances. L'exemple du Corps Européen montre la nouvelle voie pour l'avenir immédiat.

Ensuite, le travail et l'entraînement au sein d'états-majors interarmées et interalliés deviennent une nécessité. Les états-majors interarmées et le collège interarmées de défense sont le témoignage de la volonté d'avancer.

Enfin, la France doit impérativement développer une capacité de projection significative si elle veut pouvoir intervenir sous le signe de l'urgence. Elle doit pour cela réussir le pari de la coopération européenne pour développer et construire les matériels qui lui font encore défaut.

Ainsi le tournant des vingt prochaines années est déjà amorcé mais seules la rigueur et la volonté permettront de garder le cap affiché par le livre blanc.

PLAN GENERAL

D'EMPLOI

DES FORCES

PLAN DU DOCUMENT

- 1/ Contribution à des opérations sous l'égide de l'ONU**
 - 11/ Méditerranée et Moyen Orient
 - 12/ Afrique
 - 13/ C.E.I
 - 14/ Europe centrale et orientale
 - 15/ Europe balkanique

- 2/ Conflit régional ne menaçant pas nos intérêts vitaux**
 - 21/ Méditerranée et Moyen Orient

- 3/ Conflit régional menaçant nos intérêts vitaux**

- 4/ Résurgence d'une menace majeure**
 - 41/ L'Europe dans sa totalité

- 5/ Assistance à un pays ami**
 - 51/ L'Afrique dans sa totalité

- 6/ Défense du territoire**
 - 61/ DOM.TOM
 - 62/ Métropole

- 7/ Assistance publique**
 - 71/ Risques naturels
 - 72/ Grands fleaux

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p align="center">1</p> <p align="center">Contribution à des opérations internationales sous l'égide de l'ONU.</p>	<p align="center">11/ Territoires autonomes GAZA, JERICO</p>	<p align="center">MEDITERRANEE et MOYEN ORIENT</p> <p>Problèmes rencontrés au cours de la mise en place d'un Etat Palestinien.</p>	<p>Interposition entre factions palestiniennes et soldats israéliens, contrôle des frontières terrestres. Conduite d'opérations à caractère humanitaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - capacité de renseignement technique et humain afin d'identifier les éventuels perturbateurs. - assurer la protection individuelle et collective des personnels déployés.
	<p>GREECE - TURQUIE CHYPRE</p>	<p>La Turquie profite de l'ambiguïté des résolutions de l'ONU et de la mobilisation de la Grèce dans les Balkans pour étendre le contrôle de l'île de Chypre.</p>	<p>Inciter la Turquie à respecter les résolutions internationales. Eviter l'extension du conflit à toute la région. Assurer la liberté de circulation dans les détroits, la mer Egée et la méditerranée orientale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - capacité de renseignement technique et humain afin d'identifier les éventuels perturbateurs. - assurer la protection individuelle et collective des personnels déployés.
<p>YEMEN</p>	<p>Les affrontements entre nordistes et sudistes qui ont perduré, ont créé dans le pays un état de délabrement sanitaire et alimentaire extrême.</p>	<p>Interposition entre les factions yéménites et rétablir la sécurité des voies de communication dans le pays. Conduite d'opérations à caractère humanitaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - capacité de renseignement technique et humain afin d'identifier les éventuels perturbateurs. - assurer la protection individuelle et collective des personnels déployés. 	

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
Contribution à des opérations internationales sous l'égide de l'ONU.	SAHARA OCCIDENTAL- MAROC - ALGERIE	L'Algérie devenue état islamiste relance la guerre au Sahara Occidental en soutenant ouvertement le Front Polisario.	Interposition entre le Maroc et le Front Polisario, surveillance du cessez-le-feu	<ul style="list-style-type: none"> - fourniture d'un contingent sous mandat ONU d'environ 1000 hommes - capacité de renseignement technique et humain afin d'identifier les éventuels "perturbateurs". - contribuer à la sûreté du territoire national et à sa protection contre des actions terroristes.
	IRAK. IRAN. TURQUIE. SYRIE.	Protection des minorités KURDES.	Protéger cette minorité menacée et conduire des opérations humanitaires.	<ul style="list-style-type: none"> - être en mesure d'acheminer et de distribuer l'aide humanitaire dans des zones difficiles d'accès et dangereuses. - établissement d'une no-flight zone
	12/ AFRIQUE	AFRIQUE	Le risque majeur et permanent de déstabilisation d'une zone liée à des affrontements ethniques.	<ul style="list-style-type: none"> - être en mesure d'acheminer et de distribuer l'aide humanitaire dans des zones dangereuses. - capacité de renseignement technique et humain afin d'identifier les éventuels perturbateurs. - assurer la protection individuelle et collective des personnels déployés.

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p align="center">Contribution à des opérations internationales sous l'égide de l'ONU</p>	<p align="center">13/ C.E.I</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Désaccord entre la Russie et l'Ukraine sur la Crimée, la flotte de la Mer Noire et le contrôle des bases navales ou les missiles stratégiques. - Déstabilisation totale du pays qui est l'émissaire de la Russie. - Mouvement séparatiste Abkhaze, - Mouvement unificateur ossète (nord et sud). - Controverse au sujet de l'enclave du Haut-Karabakh, - Mouvement fondamentaliste aidé par l'Iran. - Controverse au sujet de l'enclave de Nakhitchevan. - Revendications territoriales russes, - Troubles ethniques. - Déclaration d'indépendance. - Etat de guerre entre les deux pays car l'Ouzbékistan n'admet pas la transformation du Tadjikistan en république socialiste. 	<p>Ces interventions ne peuvent être conduites que sous mandat d'une organisation internationale et avec l'assentiment des opinions publiques.</p> <p>- Deux situations sont à envisager: Prévention et Consolidation.</p> <p>Dans tous les cas, les Objectifs suivants peuvent être retenus:</p> <p>1- Objectif Opérationnel:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Interposition avec ou sans cessation des hostilités - Désarmement des forces adverses. - Surveillance de lignes ou de zones terrestres. - Escorte, Accompagnement, Surveillance en mer. - Contrôle d'un espace aérien. - Garantie des mouvements de population. <p>2- Objectif technique:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déminage à terre et/ou en mer. - Réalisation d'itinéraires. - Création de pistes aériennes. - Remise en service de ports et/ou d'aéroports. - Mise en place et fonctionnement de systèmes de transmission et d'un réseau de détection radar. - Assistance et instruction 	<ul style="list-style-type: none"> * projection des forces adaptées. * constitution d'une EM ad-hoc ou utilisation d'une EM d'un organisme existant équipé de moyens de communication longue distance. * soutien logistique loin de la France * évacuation d'urgence des forces * auto-protection des forces * capacité d'aménagement du terrain (déminage, protection, purification des eaux, travaux d'infrastructure) * aide médicale à la population * capacité de renseignement (humain, technique) * gestion des médias et des Journalistes * capacités de réaction (actions de combat de basse intensité) * retrait des forces (si nécessaire graduellement)

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
Contribution à des opérations internationales sous l'égide de l'ONU.	14/ - Estonie - Lettonie - Lituanie - Moldavie - Partout en Europe - Kaliningrad - République tchèque	EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE - Réveil du nationalisme russe au travers de la minorité russe en Estonie; - Revendication territoriale pour l'accès à la mer. - Minorité russe contrariée; - Présence militaire russe importante. - Tensions avec la Pologne pour des problèmes de minorités. - Tensions ethniques importantes entre roumains et russo-ukrainiens; il existe un réel danger de contamination vers la Roumanie, la Russie et l'Ukraine. - Risque latent permanent de prise de pouvoir par la Russie dans un des Pays limitrophes. - L'avenir de l'enclave intéresse la Russie, la Biélorussie, la Lituanie et la Pologne. - Flux migratoire slovaque important vers la république tchèque.	3- Objectif logistique: - Soutien santé. - Transports terrestres, maritimes et/ou aériens. - Approvisionnements divers. - Maintien en condition des personnels et des matériels.	idem page 5

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
Contribution à des opérations internationales sous l'égide de l'ONU.	<ul style="list-style-type: none"> - Slovaquie 	<ul style="list-style-type: none"> - Controverse au sujet du barrage de Gabčíkovo, - Minorités hongroises. 	<p>idem pages 5 et 6</p>	<p>idem pages 5 et 6</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Pologne 	<ul style="list-style-type: none"> - Revendications territoriales de l'Ukraine sur les régions de Przemysl et Zamosc. 		
	<ul style="list-style-type: none"> - Allemagne 	<ul style="list-style-type: none"> - La Pologne craint l'expansionisme allemand sous ses aspects économiques et frontaliers. 		
	<ul style="list-style-type: none"> - Ukraine 	<ul style="list-style-type: none"> - Tensions entre l'Ukraine et la Hongrie au sujet des minorités magyares en Transcarpathie. 		
	<ul style="list-style-type: none"> - Voïvodine 	<ul style="list-style-type: none"> - Processus de "serbisation" des minorités magyares et roumaines provoqué des flux migratoires vers la Hongrie et la Roumanie. 		
<ul style="list-style-type: none"> - Transylvanie 	<ul style="list-style-type: none"> - La roumanisation forcée de la population magyare (50%) a provoqué l'instabilisation de cette province et le développement d'un fort nationalisme. 			
<ul style="list-style-type: none"> - Afghanistan 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat de délabrement sanitaire et alimentaire du pays dû aux affrontements entre protagonistes locaux. 			

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Contribution à des opérations internationales sous l'égide de l'ONU</p>	<p><u>15/</u></p> <p>- Kosovo</p>	<p>EUROPE BALKANIQUE</p> <p>- Tensions entre les Serbes et la majorité musulmane albanaise du Kosovo.</p>	<p>idem pages 5 et 6</p>	<p>idem pages 5 et 6</p>
	<p>- Macédoine</p>	<p>- Risque d'éclatement de la mosaïque de peuples en Macédoine, sous la pression constante de la Bulgarie et de la Grèce.</p>		

Type d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
2	IRAK KOWEIT ARABIE SAOUDITE SYRIE	MEDITERRANEE et MOYEN ORIENT Après la levée des sanctions, l'IRAK a reconstruit sa puissance militaire en moins de cinq ans. Agression contre un de ses voisins, profitant de l'engagement des occidentaux en Europe balkanique ou centrale.	CADRE: coalition ad hoc. Mettre fin à l'agression irakienne, rétablir la souveraineté de l'état envahi et assurer la libre circulation de nos approvisionnements en pétrole.	- projection de forces sur le terrain afin de participer de manière significative aux opérations d'une coalition menée par les USA. - déploiement d'une à deux divisions, de 2 à 3 escadrons de combat et d'un groupe aéronaval - assurer la protection collective des forces déployées par la mise en place d'un système de défense antiaérienne élargie. - capacité de renseignement technique et humain afin d'identifier les éventuels perturbateurs. - assurer la protection individuelle et collective des personnels déployés;
			SYRIE . ISRAEL.LIBAN Extension possible JORDANIE	
Conflit régional, dans le cadre de l'OTAN et de l'UEO, ne menaçant pas nos intérêts vitaux				

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Conflit régional, dans le cadre de l'OTAN et de l'UEO, ne menaçant pas nos intérêts vitaux</p>	<p>EGYPTE. SOUDAN. MER ROUGE.</p>	<p>Le SOUDAN, très lié avec l'IRAN, tente de déstabiliser l'Egypte en apportant une aide très active à la rébellion islamiste. Conflit entre les deux pays et perturbation du trafic dans la mer Rouge.</p>	<p>CADRE: coalition ad hoc ou ONU</p> <p>Contraindre le Soudan à respecter les résolutions internationales. Eviter l'extension du conflit à d'autres zones de la région et contenir l'expansion par les armes de l'intégrisme musulman. Assurer la liberté de circulation dans la mer rouge.</p>	<p>- projection de forces sur le terrain afin de participer de manière significative aux opérations d'une coalition menée par les USA.</p> <p>- déploiement en volume, d'une division, de 2 à 3 escadrons de combat et d'un groupe aéronaval</p> <p>- assurer la protection collective des forces déployées par la mise en place d'un système de défense antiaérienne élargie..</p> <p>- fourniture d'un contingent sous mandat ONU d'environ 1000 hommes</p>

Type d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
3 Conflit régional, dans le cadre de l'OTAN et de l'UEO, menaçant nos intérêts vitaux	ALGERIE. MAROC. TUNISIE.	L'ALGERIE, devenue un état islamiste fondamentaliste, agresse un de ses voisins pour imposer ses vues. Des menaces contre le territoire national sont à envisager : actes de terrorisme, chantage nucléaire, attaques aériennes ou balistiques.	CADRE: coalition ad hoc. Mettre fin à l'agression algérienne, rétablir la souveraineté de l'état envahi et assurer la protection de nos ressortissants. Dissuader l'Algérie d'exercer quelque menace que ce soit sur notre territoire. Eviter l'enlèvement	<ul style="list-style-type: none"> - déployer quelques centaines d'hommes - capacité de renseignement technique et humain afin d'identifier les éventuels perturbateurs. - être en mesure d'imposer un embargo maritime et aérien aux belligérants.
	Golfe Persique. IRAN.	Entrave à la libre circulation dans le détroit d'HORMUZ. Annexion par l'IRAN des petites îles du GOLFE PERSIQUE. L'IRAN, alors en possession d'armes nucléaires même rudimentaires, pourrait rechercher une montée aux extrêmes.	CADRE: coalition ad hoc conduite par les USA. Mettre fin à l'agression iranienne, assurer la libre circulation de nos approvisionnements en pétrole. Réduire les forces de l'IRAN et détruire son potentiel nucléaire.	<ul style="list-style-type: none"> - projection de forces sur le terrain afin de participer à un bon niveau aux opérations d'une coalition menée par les USA. - déploiement en volume, de deux divisions, de 4 à 5 escadrons de combat et d'un groupe aéronaval - déployer une force de déminage. - assurer la protection collective des forces déployées par la mise en place d'un système de défense anti-aérienne élargie.. - assurer la protection individuelle et collective des personnels déployés. - mettre en oeuvre des moyens de dissuasion. - se protéger contre toute agression sur le territoire national. - projeter des forces avec des moyens lourds.
GRECE - TURQUIE CHYPRE	La Turquie profite de l'ambiguïté des résolutions de l'ONU et de la mobilisation de la Grèce dans les Balkans pour mener une action militaire en vue de prendre le contrôle de l'île de Chypre.	CADRE: OTAN ou UEO Contraindre la Turquie à respecter les résolutions internationales. Eviter l'extension du conflit à toute la région. Assurer la liberté de circulation dans les détroits, la mer Egée et la méditerranée orientale. Eviter l'enlèvement		

Type d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
4 Implication dans un conflit majeur en Europe.	41/ Europe dans sa totalité	L'EUROPE DANS SA TOTALITE 1 - <u>Fuite en avant de la Russie</u> - Montée des extrêmes provoquant un coup d'état; - Eclatement de l'armée pour des raisons ethniques; - Affaiblissement du pouvoir; - Eroulement économique provoquant une fuite en avant dans la guerre; - Non maîtrise de l'arsenal nucléaire; - Chantage nucléaire délibéré contre la France. 2 - <u>Débordement d'un conflit régional existant en Europe centrale, orientale et balkanique.</u> - L'importance prise par ces conflits implique directement l'OTAN et menace les intérêts vitaux français par une agression conventionnelle et/ou nucléaire.	Il s'agit là de sauvegarder nos intérêts vitaux en mettant en oeuvre dès le début de la crise une manoeuvre dissuasive. La France pourrait agir dans trois postures possibles: - au sein de l'Alliance, - au sein d'une coalition adaptée, - seule. Les objectifs de l'intervention pourraient être les suivants: - manifester clairement notre volonté de préserver la stabilité en délivrant un signal militaire fort, - contraindre l'agresseur à renoncer à ses ambitions.	1- Préserver sa liberté d'action dans le domaine de la dissuasion nucléaire. 2- Conserver une capacité autonome d'analyse de situation. 3- Participer activement à l'élaboration de la stratégie alliée. 4- Jouer un rôle déterminant à côté des Alliés.

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>5</p> <p>Conduite d'opérations d'assistance à des pays amis.</p>	<p>51/</p> <p>TCHAD: Pays situé à 5000km de la France.</p>	<p>L'AFRIQUE DANS SA TOTALITE</p> <p>Pays à l'équilibre précaire qui ne présente ni menace, ni risque à court terme. En revanche, à moyen et long terme, la menace libyenne existe. En outre, des risques de conflits ethniques et de dégradation économique et sociale sont permanents.</p>	<p>Dans ce type d'opérations, l'engagement de la France résulte de l'application d'accords visant à préserver notre influence et nos intérêts dans cette partie du monde. Elle doit en toute hypothèse conserver son autonomie d'action. Cette autonomie d'action permet des interventions rapides et efficaces.</p>	<p>Ce type d'action nécessite avant tout des capacités interarmées qui s'appuient sur des forces projetables disposant des moyens suivants: - renseignement/anticipation assistante militaire technique, forces prépositionnées, forces spéciales. - intervention immédiate forces prépositionnées - projection (72h mini) volume moyen de l'ordre de -1 Bde aérotransportable - 1à 2 Escrons d'avions de combat - 1 groupe aéronaval - Moyens de transport aérien et maritime. - 1 commandement interarmée incluant tout son environnement. - capacités spécifiques aménagement du terrain, spécialistes des affaires civiles - logistique longue distance.</p>
	<p>NIGER: Pays situé à 4000km de la France.</p>	<p>Il n'existe pas de menaces à court terme. Néanmoins, des risques contre nos 2600 ressortissants et de déstabilisation sociale sont possibles en raison: - tensions aux frontières avec le Nigéria dues à la contrebande; - situation économique catastrophique.</p>	<p>L'action doit être avant tout préventive et pour cela s'appuyer sur les forces prépositionnées. Dans ce type d'action, l'écueil majeur est l'enlèvement. En cas d'intervention, les objectifs seraient les suivants: 1 - rétablissement de l'intégrité territoriale du pays ami.</p>	<p>2 - interposition en vue de mettre fin à un conflit 3 - protection des populations locales. 4 - évacuation des ressortissants français et étrangers.</p>
<p>MALI: Pays situé à 4000km de la France.</p>	<p>La jeune démocratie malienne entretient d'excellentes relations avec la France mais des tensions avec son voisin algérien sont possibles. Il existe des frictions à long terme contre nos 3200 ressortissants.</p>			

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Conduite d'opérations d'assistance à des pays amis.</p>	<p><u>ALGERIE:</u> Pays situé à 1500km de la France.</p>	<p>Pays en plein chaos politique et social en raison des actions révolutionnaires du FIS. Des menaces physiques, sous la forme d'assassinats, sont en cours contre tout ou partie de nos 27500 ressortissants. Des risques à court terme d'arrivée massive en France de réfugiés algériens sont à prendre en compte. Des risques de remise en cause de la stabilité en Afrique du Nord si l'Algérie, forte de ses 34 millions d'habitants et de son intégrisme religieux, agressait la Tunisie ou le Maroc. Ces derniers pourraient demander l'aide de la France. Des risques de prise de pouvoir par le FIS qui aurait alors les moyens financiers d'acquérir et la volonté politique d'utiliser des moyens militaires (SCUD) contre des villes du sud de la France.</p>	<p>Idem page 13</p>	<p>Idem page 13</p>

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p align="center">Conduite d'opérations d'assistance à des pays amis.</p>	<p><u>MAURITANIE:</u> Pays situé à 4000km de la France.</p> <p><u>CENTRE-AFRIQUE</u> superficie 622 980 nb habits 3,2 Mill Paris à 5000km côte non armées x 1000 T 3,5 A 0,35</p>	<p>Pays stable où vivent en toute sécurité nos 1500 ressortissants. Cependant, il existe un risque de remise en cause des frontières avec le Sénégal (îles du fleuve "sénégal"); ce problème n'est pas nouveau et la France joue un rôle de médiateur.</p> <p>Accords de Défense. Les forces prépositionnées et les ressortissants (3000) sont situés dans la région de Bangui.</p>	<p align="center">idem page 13</p>	<p align="center">idem page 13</p>

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Conduite d'opérations d'assistance à des pays amis.</p>	<p>COMORES <i>km²</i> 2170 <i>habts</i> 0,59 Million PARIS à 7800 km <i>côte:</i> îles <i>armées</i></p>	<p>Accords de Défense. Instabilité politique notable allant parfois jusqu'au coup d'état (tentative en septembre 92). Dégradation des finances publiques.</p>	<p>idem page 13</p>	<p>idem page 13</p>
<p>DJIBOUTI <i>superficie</i> 23 200 <i>nb habts</i> 0,47 Mill <i>dist//PARIS</i> 5600km <i>côte:</i> 280km <i>armées</i> x 1000 <i>T</i> 3 <i>A</i> 0,1 <i>M</i> 0,1</p>	<p>Accords de Défense. Grande instabilité politique et militaire en raison des fraudes électorales renouvelées, et de l'insatisfaction des Afars. Le gouvernement du Pdt Hassan Gouled tient en grande partie grâce au soutien français. La paix civile est menacée par des attentats terroristes et les guerres tribales Afars/Issas. Les Afars mènent des attaques à partir du territoire éthiopien. Une immigration massive d'Ethiopiens et de Somaliens est à craindre. Les ressortissants français (11500) sont parfois la cible d'attentats.</p>			

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Conduite d'opérations d'assistance à des pays amis.</p>	<p><u>CÔTE D'IVOIRE</u> km2 322 460 habitants 4,9 Millions PARIS à 4800 km côte: 600 km armées: x 1000h T 5,5 A 0,9 M 0,7</p>	<p>Accords de défense. La situation politique est en cours de stabilisation après le décès du Pdt H Boigny et son remplacement par le Pdt de l'Assemblée Nationale K Bédié. La situation économique est peu satisfaisante et le FMI recommande des ajustements structurels. 23 700 ressortissants français sont en Côte d'Ivoire, dont 21 000 à Abidjan. La société Bouygues à d'importants engagements financiers et d'infrastructure dans l'électricité, les télécommunications et les gisements de gaz.</p>	<p>idem page 13</p>	<p>idem page 13</p>
	<p><u>GABON</u> superficie 267 670 nb habits 1,2 Mill dist/PARIS 5200km côte 700km armées x 1000 T 3,25 A 1 M 0,5</p>	<p>Accords de Défense. Agravation de la crise économique ajoutée aux dissensions politiques pourraient provoquer une crise intérieure. 13 800 ressortissants français, dont 11 800 à Libreville et 2500 à Port-Genil. La COGEMA à des intérêts dans le pays (exploitation des mines d'uranium). D'autres sociétés françaises sont présentes, dont la Delmas-Gabon et la Delmas-Pétroléum Service.</p>		

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Conduite d'opérations d'assistance à des pays amis.</p>	<p><u>CAMEROUJN</u> km² 475 440 habitants 12 Millions PAFIS à 4900 km côte: 400 km armées x 1000h T 6,6 A 0,35 M 0,35</p>	<p>Accords de Défense. Le président (M. P BIVA) est menacé sur le plan intérieur, en raison insatisfaction suite aux élections truquées de 1992. Situation sociale très tendue: chômage, reconstruction, gabegie, déclin pétrolier. Premier client de la France pour l'aide financière, qui a consenti des prêts importants pour maintenir le gouvernement à flot. La compagnie pétrolière ELF y à des intérêts importants. Conflit frontalier avec le Nigeria: une centaine de soldats nigériens occupent la presqu'île de Bakassi depuis mars 1994; l'affaire devrait être portée devant la HCJ de la Haye, mais pourrait aussi dégénérer rapidement.</p>	<p>idem page 13</p>	<p>idem page 13</p>
	<p><u>SENEGAL</u> superficie 196 000 nb habits 7,7 Mill dist/PAFIS 4400km côte 350km armées x 1000 T 8,5 A 0,5 M 0,7</p>	<p>Accords de Défense. La Casamance est toujours un point de tension: des affrontements armés, des exodes de population vers la Gambie se produisent encore. Le conflit avec la Mauritanie est pour le moment maîtrisé. Les ressortissants français sont au nombre de 17 500 dont 16900 à Dakar. La France est militairement présente en permanence à Dakar par ses forces navales et aériennes (1000 hommes). L'économie est s'instrée, la situation sociale pourrait se détériorer rapidement si le gouvernement ne réussit pas à restaurer la confiance.</p>		

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Conduite d'opérations d'assistance à des pays amis.</p>	<p>TOGO <i>superf</i> 56 000 <i>nb habitants</i> 3,8 Mill <i>dist/Paris</i> 4600km <i>côte</i> 80km <i>armées</i> x 1000 <i>T</i> 4,8 <i>A</i> 0,25 <i>M</i> 0,2</p>	<p>Accords de Défense. Malgré la volonté affichée de démocratisation, le président Eyadéma s'accroche au pouvoir. Toutes les élections sont entachées d'irrégularités; les forces armées entretiennent un climat permanent d'insécurité; elles sont constituées essentiellement de Kabayés, ethnie à laquelle appartient le Président. La France a suspendu sa coopération militaire depuis octobre 1992. Près de 4 000 ressortissants français vivent au Togo. 300 000 togolais sont réfugiés au Bénin.</p>	<p>idem page 13</p>	<p>idem page 13</p>
	<p>BENIN <i>superf</i> 112 000 <i>nb habitants</i> 4,9 Mill <i>dist/Paris</i> 4600km <i>côte</i> 100km <i>armées</i> x 1000 <i>T</i> 3,8 <i>A</i> 0,35 <i>M</i> 0,15</p>	<p>Accords de coopération Présenté comme un modèle de transition démocratique, le Bénin connaît pourtant des difficultés sérieuses sous l'impulsion des partis d'opposition réunis en Convention Nationale de changement. Coup d'état militaire avorté en août 92. Les déclarations de N. Soglo sur le Libéria et le Togo déplaisent au Zaïre et au Togo. 200 000 réfugiés togolais sont au Bénin. 3 000 français sont à Cotonou.</p>		

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Conduite d'opérations d'assistance à des pays amis.</p>	<p>BURUNDI <i>superficie</i> 196 000 <i>nb habits</i> 7,7 Mill <i>dist/Paris</i> 6200km <i>côte non armées</i> x 1000 <i>T</i> 8,5 <i>A</i> 0,5 <i>M</i> 0,7</p>	<p>Accords de coopération. La vie politique est rythmée par les rivalités ethniques entre Hutu (minoritaire) et Tutsi (majoritaire). Depuis 1988, malgré les tentatives d'ouverture au multipartisme, la stabilité reste précaire et des affrontements sanglants ont lieu régulièrement. Ce climat s'est recemment détérioré avec les assassinats successifs des présidents NDADAYE (1993) et NTARIAMYRA (1994).</p>		
	<p>CONGO <i>superf</i> 342 000 <i>nb habits</i> 2,4 Mill <i>dist/Paris</i> 5800km <i>côte</i> 120km <i>armées</i> x 1000 <i>T</i> 10,0 <i>A</i> 0,5 <i>M</i> 0,35</p>	<p>Accords de coopération. Pays caractérisé par l'instabilité politique en raison du rôle d'arbitre joué par l'ancien président dans la nouvelle opposition. L'économie en déclin repose essentiellement sur le pétrole; l'agitation populaire et la dépendance financière sont deux menaces importantes. Les français sont installés à Brazzaville (3 700) et à Pointe-noire (3 300).</p>	<p>idem page 13</p>	<p>idem page 13</p>
<p>GUINEE-BISSAU <i>superf</i> 36 000 <i>nb habits</i> 1,0 Mill <i>dist/Paris</i> 4600km <i>côte</i> 250km <i>armées</i> x 1000 <i>T</i> 6,8 <i>A</i> 0,1 <i>M</i> 0,3</p>	<p>Accords de coopération. Régime de parti unique jusqu'en 1990 et multipartisme depuis. La Guinée-Bissau est confrontée à une crise économique grave; l'Etat tente de redresser la situation par une réduction de son train de vie et une privatisation des "magasins du peuple". 150 français vivent à Bissau.</p>			

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Conduite d'opérations d'assistance à des pays amis.</p>	<p>GUINEE <i>superf</i> 246 000 <i>nb habts</i> 6,1 Mill <i>dist/Paris</i> 4700km <i>côte</i> 280km <i>armées</i> x 1000 <i>T</i> 8,5 <i>A</i> 0,8 <i>M</i> 0,4</p>	<p>Accords de coopération. La démocratisation est en cours d'établissement mais soufre du boycott de l'opposition qui conteste le mode d'établissement des listes électorales. Les élections sont reportées à une date indéterminée. La France, par l'intermédiaire du FAC (fonds d'aide et de coopération), soutient le redressement économique du pays. 3 800 français vivent à Conakry.</p>	<p>idem page 13</p>	<p>idem page 13</p>
	<p>GUINEE <u>EQUATORIALE</u> <i>superf</i> 28 000 <i>nb habts</i> 0,37 Mill <i>dist/Paris</i> 5100km <i>côte</i> 180km <i>armées</i> x 1000 <i>T</i> 1,1 <i>A</i> 0,1 <i>M</i> 0,1</p>	<p>Accords de coopération. Fermeement opposé à l'ingérence étrangère dans la politique des pays d'Afrique, le président Obiang assouplit pourtant sa position et libère les prisonniers politiques. Le multipartisme est légal, mais les obstacles juridiques et financiers dressés par le gouvernement freinent cette évolution. Moins de 200 français vivent dans ce pays.</p>		

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Conduite d'opérations d'assistance à des pays amis.</p>	<p>MADAGASCAR <i>superf</i> 587 000 <i>nb habitants</i> 12,8Mill <i>Paris à</i> 8600km <i>côte: île</i> <i>de</i> 1700x550 km <i>armées x</i> 1000 <i>T</i> 20,0 <i>A</i> 0,5 <i>M</i> 0,5</p>	<p>Accords de coopération. L'élection du docteur A. Zafy en 1993 marque le début de la 11^e république malgache. Le passage s'est fait en douceur malgré la tentative du président Ratsiraka pour conserver une influence dans l'opposition. Le nouveau gouvernement cherche à renouer des relations commerciales et diplomatiques avec Israël, la Corée du Sud et l'Afrique du Sud. La situation économique est dégradée à un point tel que plusieurs décennies seront nécessaires pour retrouver le niveau de vie d'avant 1972. Les ressortissants français, au nombre de 16 000 sont répartis dans les grandes villes: Antseranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Tamatave et Antananarivo (7000).</p>	<p>idem page 13</p>	<p>idem page 13</p>

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Conduite d'opérations d'assistance à des pays amis.</p>	<p><u>MALAWI</u> <i>superf</i> 118 500 <i>nb habitants</i> 10,4 Mill <i>Paris à</i> 7400km <i>côte non armées</i> x 1000 <i>T</i> 10,5 <i>A</i> 0,15 <i>M</i> 0,1</p>	<p>Accords de coopération. Régime de parti unique, le Malawi a jusqu'à présent reprimé violemment les tentatives de démocratisation. L'actuel président, nonagénaire, devra pourtant être bientôt remplacé; le prétendant le plus probable entretient des relations privilégiées avec la Renamo mozambicaine, et pourrait être tenté par le coup de force plutôt que par l'aventure du multipartisme. La situation économique est peu satisfaisante malgré les bons résultats de la culture du tabac. Lilongwe abrite 150 ressortissants français.</p>	<p>idem page 13</p>	<p>idem page 13</p>
	<p><u>MAURICE</u> <i>superf</i> 2 000 <i>nb habitants</i> 1,1 Mill <i>Paris à</i> 9300km <i>côte île armées</i> x 1000</p>	<p>Accords de coopération. Malgré quelques polémiques politiques au sein du nouveau gouvernement, l'île Maurice présente une bonne stabilité et devrait jouer un rôle économique croissant dans la région. 4 500 ressortissants français vivent sur l'île</p>		

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
Conduite d'opérations d'assistance à des pays amis.	RWANDA <i>superf</i> 26 000 <i>nb habitants</i> 7,5 Mill <i>Paris à 6100km</i> <i>côte non armées x 1000</i> <i>T 5</i> <i>A 0,2</i>	Accords de coopération. Les rivalités entre Hutu et Tutsi (minoritaire) ont dégénéré en guerre civile ouverte depuis l'attentat qui a coûté la vie au président Habyarimana (Hutu) tué en même temps que son homologue Burundais par des militaires Tutsis. Les ressortissants français ont été évacués en avril 1994. La mission de l'ONU (2500h) déployée depuis 1993 a été réduite à quelques centaines d'observateurs. Les Hutus fuient le pays et se réfugient en Tanzanie.	<i>idem page 13</i>	<i>idem page 13</i>
	SEYCHELLES <i>superf</i> 280 <i>nb habitants</i> 0,07 Mill <i>Paris à 7900km</i> <i>côte île armées x 1000</i> <i>T 1,0</i> <i>A 0,1</i> <i>M 0,2</i>	Accords de coopération. Le président René dirige les Seychelles depuis 1977. Une nouvelle constitution a été adoptée en 1993. 250 français vivent à Victoria.		

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Conduite d'opérations d'assistance à des pays amis.</p>	<p>ZAIRE superf 2 345 000 nb habits 40 Mill Paris à 6000km côte: accès à la mer limite (30km) armées x 1000 T 26,0 A 1,8 M 1,3</p>	<p>Accords de coopération. Le Zaïre est en proie au chaos politique et économique. L'affrontement entre le président Mobutu et M. Tshisekedi a provoqué la désapprobation des pays comme la France, les USA et la Belgique. Aucun bloc politique ne semble pouvoir prendre en main les destinées du pays et des affrontements ethniques sanglants pourraient continuer de se produire. L'effondrement de l'économie, l'arrêt des importations, et la démonétisation du zaïre ont provoqué des émeutes et des pillages. Plusieurs provinces ont des visées séparatistes: le Shaba (proche de la Zambie), le Kasai (proche de l'Angola) le Kivu et l'Equateur. Les ressortissants français sont au nombre de 4000 environ.</p>	<p>idem page 13</p>	<p>idem page 13</p>

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>6</p> <p>Participation à des actions militaires visant à la défense du territoire national (métropole et DOM/TOM) et des intérêts français dans le monde.</p>	<p>61/</p> <p>DOM.TOM</p>	<p><i>catastrophes naturelles:</i> les risques de cyclones sont fréquents et importants.</p>	<p>participer aux mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations.</p>	<p>*projection de personnels et matériels. *moyens spécialisés: médicaux, sanitaires, déblaiement....</p>
		<p><i>le centre spatial de KOUROU:</i> notre base de lancement de fusées, unique, pourrait constituer une cible de choix, française et européenne, pour des actions terroristes ou de sabotage.</p>	<p>assurer la protection des installations.</p>	<p>*projection de personnels. *renseignement.</p>
<p><i>immigration massive:</i> Les plans "Maroni" et "Alisée" ne sont pas suffisants pour enrayer l'immigration clandestine en provenance du SURINAM; les possibilités d'accueil sont largement saturées; des affrontements entre populations autochtones et immigrée pourraient troubler gravement l'ordre public.</p>	<p>*assurer le maintien, voire le rétablissement, de l'ordre public. *surveiller les zones frontalières afin de mieux contrôler les flux migratoires en direction du territoire français.</p>	<p>*capacités juridiques. *renseignement.</p>		
<p><i>drogue:</i> le narcobanditisme est très important dans ce département qui apparaît comme une plaque tournante du trafic international; ce phénomène entretient un sentiment d'insécurité et fait peser des risques importants sur une société fragile.</p>	<p>*assurer le maintien de l'ordre public *lutter contre le trafic de drogue.</p>	<p>capacités juridiques. *renseignements de police internationale.</p>		

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Participation à des actions militaires visant à la défense du territoire national (métropole et DOM/TOM) et des intérêts français dans le monde.</p>	<p>MARTINIQUE et GUADELOUPE</p>	<p><i>catastrophes naturelles:</i> les risques de cyclones sont fréquents et importants.</p> <p><i>drogue et immigration:</i> des réseaux de drogue, importants et organisés, existent notamment sur l'île de St-Martin. Cet arrondissement connaît également une immigration clandestine non négligeable.</p>	<p>participer aux mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations.</p> <p>*assurer le maintien de l'ordre public. *lutter contre le trafic de drogue. *maîtriser les flux migratoires.</p>	<p>*projection de personnels et matériels. *moyens spécialisés: médicaux, sanitaires, déblaieement,...</p> <p>capacités juridiques. *enseignements.</p>

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Participation à des actions militaires visant à la défense du territoire national (métropole et DOM/TOM) et des intérêts français dans le monde.</p>	<p>REUNION</p>	<p><i>catastrophes naturelles:</i> les éruptions volcaniques et les passages de cyclones constituent des dangers fréquents.</p> <p><i>troubles à l'ordre public:</i> la paix civile et l'autorité de l'Etat pourraient être menacées par la dégradation de mouvements sociaux et revendicatifs, notamment dans les milieux défavorisés de la banlieue du chef-lieu. Toutefois, une remise en cause de la souveraineté nationale semble peu probable à moyen terme.</p>	<p>participer aux mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations.</p> <p>Assurer, le maintien, voire le rétablissement, de l'ordre public.</p>	<p>* projection de personnels et matériels. * moyens spécialisés: médicaux, sanitaires, déblaiement....</p> <p>* capacités juridiques. * projection de personnels et matériels.</p>

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Participation à des actions militaires visant à la défense du territoire national (métropole et DOM/TOM) et des intérêts français dans le monde.</p>	<p>NOUVELLE CALEDONIE</p>	<p><i>catastrophes naturelles:</i> les risques de cyclones sont fréquents et importants.</p> <p><i>remise en cause de l'autorité de l'Etat:</i> le résultat du référendum de 1998 prévu par les Accords de Matignon conditionnera pour une bonne part l'avenir de ce territoire. Si des troubles graves à l'ordre public ne semblent pas très probables avant cette échéance, des actions violentes liées à la consultation populaire ne peuvent être exclues.</p>	<p>participer aux mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations.</p> <p>*assurer, le maintien, voire le rétablissement, de l'ordre public. *assurer le bon déroulement des opérations du référendum.</p>	<p>*projection de personnels et matériels. *moyens spécialisés: médicaux, sanitaires, déblaiement,...</p> <p>*projection de personnels.</p>

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
Participation à des actions militaires visant à la défense du territoire national (métropole et DOM/TOM) et des intérêts français dans le monde.	POLYNESIE FRANCAISE	les risques de catastrophes naturelles sont fréquents; des actions de sabotage, initiées par des organisations hostiles aux essais nucléaires ne sont pas à exclure.	participer aux mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations.	*projection de personnels et matériels. *moyens spécialisés: médicaux, sanitaires, déblaieement,...
	MAYOTTE	ce territoire connaît une immigration clandestine importante en provenance des COMORES; le triplement de la population en 15 ans crée des déséquilibres qui pourraient être à l'origine d'une certaine instabilité intérieure; les risques de catastrophes naturelles sont également fréquents.	*maîtriser les flux migratoires. *assurer le maintien de l'ordre public. *participer aux mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations.	*projection de personnels et matériels. *moyens spécialisés: médicaux, sanitaires, déblaieement, ... *renseignement.
	LES EPARSEES	les risques de catastrophes naturelles sont fréquents; des menaces sur la souveraineté nationale sont envisageables dans la mesure où ces îles, stratégiquement importantes pour la FRANCE (ZEE, missions zoologiques et météorologiques), sont revendiquées par MADAGASCAR et l'île MAURICE.	*participer aux mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations. *assurer la souveraineté de la France dans cette région. *assurer la protection des installations sensibles.	*projection de personnels et matériels. *moyens spécialisés: médicaux, sanitaires, déblaieement, ...
	SAINT PIERRE ET MIQUELON	la défense de l'exercice du droit de la pêche dans cette zone semble être la seule difficulté que pourrait connaître cette région à moyen terme.	assurer la souveraineté de la France et l'exercice du droit de la pêche dans les eaux territoriales.	protection des bâtiments et des pêcheurs, ainsi que les installations dans l'archipel.

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
Participation à des actions militaires visant à la défense du territoire national (métropole et DOM/TOM) et des intérêts français dans le monde.	METROPOLE	catastrophe , naturelle ou non, mettant en danger les populations: inondations, avalanches, secousses sismiques, tempêtes, incendies, accidents (roule, train, avion, bateau).	participer aux mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations.	*projection de personnels et matériels. *moyens spécialisés: médicaux, sanitaires, déblaiement,...
		catastrophe , naturelle ou non, endommageant, ou susceptible d'endommager gravement l'environnement: pollutions (littoral, cours d'eau, zones suburbaines,...), explosions (centrales nucléaires, usines), accidents de matières dangereuses...	participer aux mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde de l'environnement.	*projection de personnels et matériels. *moyens spécialisés selon la nature des dommages.
troubles classiques de l'ordre public: d'origine sociale ou politique, se manifestant sous des formes diverses (grèves, manifestations, barrages, blocus,...), entraînant la paralysie d'un certain nombre de secteurs de l'activité économique et pouvant aller jusqu'à un blocage, plus ou moins important, des institutions et administrations.		*assurer l'ordre public. *garantir le bon fonctionnement des institutions. *assurer les tâches de service public.		*aptitude et capacité juridique d'intervention au maintien de l'ordre, voire d'arrestation. *utilisation de personnels et matériels pour assurer certaines missions de service public (transport, poste, télécommunications, information, hygiène.)

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Participation à des actions militaires visant à la défense du territoire national (métropole et DOM/TOM) et des intérêts français dans le monde.</p>	<p>METROPOLE</p>	<p>attentats contre les symboles de l'Etat (présidence, palais, ministères, tribunaux, préfectures, gendarmerie, commissariats, trésor public,...);</p> <p>* autonomisme, en particulier corse, visant à la reconnaissance, par l'Etat, de régimes juridiques et politiques spécifiques.</p> <p>* extrémisme interne, politique ou religieux, destiné à diffuser et imposer des idées ou des idéologies.</p> <p>démonstrations publiques de particularismes ethniques ou religieux par des minorités afin d'imposer une culture étrangère en France, ou d'obtenir une prise de position du gouvernement en faveur de leur peuple ou religion d'appartenance dans un pays étranger.</p>	<p>assurer la sécurité des pouvoirs publics et des administrations.</p> <p>assurer la protection des points et réseaux sensibles.</p> <p>assurer l'ordre public d'une manière générale.</p> <p>assurer l'ordre public.</p>	<p>*protection des points et réseaux sensibles.</p> <p>*aptitude et capacité juridique d'intervention au maintien de l'ordre, voire d'arrestation.</p> <p>*aptitude et capacité juridique d'intervention au maintien de l'ordre, voire d'arrestation.</p>

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Participation à des actions militaires visant à la défense du territoire national (métropole et DOM/TOM) et des intérêts français dans le monde.</p>	<p>METROPOLE</p>	<p>attentats contre les symboles de l'Etat (présidence, palais, ministères, tribunaux, préfectures, gendarmerie, commissariats, trésor public,...):</p> <ul style="list-style-type: none"> * autonomisme, en particulier corse, visant à la reconnaissance, par l'Etat, de régimes juridiques et politiques spécifiques. * extrémisme interne, politique ou religieux, destiné à diffuser et imposer des idées ou des idéologies. <p>démonstrations publiques de particularismes ethniques ou religieux par des minorités afin d'imposer une culture étrangère en France, ou d'obtenir une prise de position du gouvernement en faveur de leur peuple ou religion d'appartenance dans un pays étranger.</p>	<p>assurer la sécurité des pouvoirs publics et des administrations. assurer la protection des points et réseaux sensibles. assurer l'ordre public d'une manière générale.</p>	<p>*protection des points et réseaux sensibles. *aptitude et capacité juridique d'intervention au maintien de l'ordre, voire d'arrestation.</p> <p>*aptitude et capacité juridique d'intervention au maintien de l'ordre, voire d'arrestation.</p>

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>Participation à des actions militaires visant à la défense du territoire national (métropole et DOM/TOM) et des intérêts français dans le monde.</p>	<p>METROPOLE</p>	<p>instauration d'un climat de violence et d'insécurité:</p> <ul style="list-style-type: none"> * montée du racisme dans des zones à forte population d'origine étrangère. * augmentation sensible de la délinquance et de la criminalité dans des zones sensibles, en particulier suburbaines, et pouvant être liée au trafic et à la consommation de stupéfiants. * Installation et développement de réseaux criminels (mafia, stupéfiants,...). <p>terrorisme d'origine étrangère:</p> <p>attentats, actions diverses de déstabilisation, commis le cas échéant avec le soutien, voire l'aide, de minorités, d'intégristes, ou de groupes transnationaux, dans le but d'obtenir de la France:</p> <ul style="list-style-type: none"> * la modification de sa politique étrangère. * une prise de position particulière, notamment auprès des instances internationales. * l'intervention, l'arrêt de l'intervention, ou la non intervention militaire dans le cadre d'opérations extérieures du type Golfe, Yougoslavie,... 	<p>assurer l'ordre public et la paix civile.</p> <p>assurer l'ordre public. protéger les populations et les installations à risque. assurer la protection, voire l'évacuation de nos ressortissants dans les pays étrangers concernés.</p>	<p>*aptitude et capacité juridique d'intervention au maintien de l'ordre, voire d'arrestation.</p> <p>*protection des points sensibles et des personnes.</p> <p>*projection de personnels.</p> <p>*évacuation de nos ressortissants.</p> <p>*capacité judiciaire.</p> <p>*renseignement.</p> <p>*aptitude et capacité juridique d'intervention au maintien de l'ordre, voire d'arrestation.</p> <p>*protection des points sensibles et des personnes.</p> <p>*projection de personnels.</p> <p>*évacuation de nos ressortissants.</p> <p>*capacité judiciaire.</p> <p>*renseignement.</p>

Types d'engagement	Localisation	Nature de la menace ou des risques	Objectifs politico-militaires	Capacités nécessaires
<p>7 Contribution à des opérations d'assistance publique.</p>	<p>Partout en EUROPE</p>	<p>71 - RISQUES NATURELS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Catastrophes naturelles et écologiques. <p>72- LES GRANDS FLEAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> - Criminalité internationale. - Trafic de drogues. - Mafias internationales. - Terrorisme nucléaire. - Les flux migratoires venant des pays moins riches 	<p>Assistance publique et contribution à la défense civile dans un cadre international.</p> <p>Assistance publique et contribution à la défense civile dans un cadre international</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Coopérer avec les autorités internationales pour réagir rapidement en faisant effort dans les domaines suivants: - Information - projection <p>Coopérer avec les autorités civiles pour prévenir le développement des grands fleaux, en faisant effort dans les domaines suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - surveillance - dissuasion